

société civilisée. C'est donc le premier droit à protéger par des lois.

Comme on peut le constater, il ne s'agit pas de «partisanerie» politique, de nationalité, de religion, de langue, de race, de couleur, de provinces différentes, voire même de Constitution. C'est purement une question de justice élémentaire pour tous les citoyens du pays.

Il ne s'agit pas non plus de capitalisme, de socialisme ou de communisme. Dans tous les pays capitalistes, socialistes ou communistes, la production des biens et des services est faite par les adultes du pays et se divise en consommation et en capitalisation. Voilà la raison d'être d'une économie bien équilibrée par de simples moyens ajustés aux faits et aux réalités économiques de notre pays.

• (8.40 p.m.)

Ce n'est pas totalement une question de système monétaire. La situation ne dépend pas seulement de cela. Dans chaque système économique et politique, la production de chaque année doit servir aux citoyens vivants de la même année avant de servir aux citoyens des années suivantes. Avant de capitaliser trop, il faut d'abord consommer assez.

Il y a de grands universitaires, de grands hommes, qui se croient le nombril du monde, qui prétendent augmenter encore la production et qui augmentent la capitalisation sans s'occuper de la consommation.

Voilà, monsieur l'Orateur, le problème crucial qu'il faut solutionner. Si nous sommes capables de produire, pour être logiques, il nous faut aussi avoir les moyens de consommer ce que l'on produit. Il faut que cette production satisfasse à tous les besoins, du moins aux besoins essentiels de tous et de chacun, sinon notre économie n'est pas équilibrée et elle n'a même pas de raison d'être.

Ceci est important et simple. Il n'est pas besoin de posséder un diplôme universitaire pour le comprendre. C'est une simple question de gros bon sens. Le plus petit enfant lui-même commence par manger aujourd'hui avant d'amasser pour demain. Le petit écureuil mange tout de suite les «peanuts» qu'on lui donne et, une fois rassasié, cache le reste pour l'hiver.

Au Canada, donc, pour suivre les lois de la nature, si l'on produit pour 84 milliards de dollars en 1970, tous et chacun doivent consommer suffisamment avant de capitaliser 34 milliards.

Voilà le point. Voilà le nœud du problème. On capitalise trop et l'on ne consomme pas suffisamment. Et la population frustrée est mécontente, et elle a raison. C'est au gouvernement qu'il incombe de corriger la situation. Mais le gouvernement, qui est-ce? C'est au moins 264 députés et ministres élus par le peuple canadien pour administrer la vie économique canadienne pour les 22 millions de Canadiens.

Je crois que, présentement, nous concevons l'économie canadienne au delà du réel. A vivre au jour le jour, la plus grande partie de la population rit le vendredi et pleure le lundi suivant. L'avenir d'une collectivité ne doit pas être bâti d'après les deuils du présent, mais bien d'après les faits et les réalités économiques. Désormais, la prospérité canadienne continuera à publier des analyses sur la vie économique des Canadiens.

Les États se doivent de prendre conscience des problèmes nationaux et des conditions essentielles à leur solu-

tion. Pouvons-nous définir et localiser les problèmes? Nous avons plusieurs organismes qui font des enquêtes et des rapports de toutes sortes pour localiser la pauvreté et le chômage, et cela depuis plusieurs années. Mais le nombre des chômeurs augmente toujours. Ces enquêtes et ces plans et «rataplans» de toutes sortes ont coûté des millions au gouvernement, mais n'ont pas réglé le problème du chômage.

Les chômeurs sont répartis dans toutes les municipalités. La paralysie et l'immobilisme de tant d'hommes représentant un problème considérable, les députés et les économistes cherchent de grandes solutions.

Les technocrates bâtissent de grands programmes, les économistes étudient, analysent, cherchent des solutions. Les corps intermédiaires revendiquent, réclament et condamnent; les éditions réalistes parlent et pensent. Mais peu de personnes réfléchissent à la composition réelle du «puzzle» que nous avons à résoudre. Le malaise et le mécontentement existent maintenant dans tous les milieux.

La solution apparaît immédiate et concrète. Chacun pourrait apporter un élément de solution au problème angoissant du chômage. Mais ce mal n'appartient à personne et personne ne travaille de façon positive à le solutionner. Une solution n'est pas un plan, une idée, un programme ou une invention, mais la réponse à un problème! Ce n'est pas une conclusion, mais une action!

Je défie quiconque de me dire si au Parlement, depuis une dizaine d'années, on a posé des gestes en vue de régler ce grave problème du chômage.

La masse des Canadiens est-elle vraiment incapable d'innover, de créer, de prévoir quels seront les besoins pour agrandir et organiser les marchés nécessaires? Sommes-nous dépourvus d'imagination, d'initiative et de compétence? Il va de soi que l'initiative dérangerait bien des habitudes confortables, mais si les notables ne se dérangent pas au cours des prochains mois pour soulager la misère humaine, un grand dérangement est à craindre, dont les conséquences peuvent être désastreuses.

Si les coopérateurs n'humanisent pas l'argent et ne l'utilisent pas au relèvement du niveau de vie de leurs sociétaires les plus défavorisés, il demeure davantage impensable de voir les capitalistes philanthropes faire disparaître la misère des Québécois et des autres Canadiens.

Il existe des préoccupations extrêmement graves pour ceux qui ont la responsabilité de gouverner et qui comprennent ce qu'est le développement économique d'un État. Il n'est pas anormal de voir dans chaque village du Québec une école qui coûte environ \$600,000, un foyer pour les vieillards qui peut coûter de \$800,000 à un million et une église assez confortable, alors que dans des centaines de municipalités, on ne peut trouver aucune industrie.

Les jeunes peuvent aller à l'école, les vieillards à l'hospice; tous peuvent aller à l'église, mais les jeunes sont obligés d'avoir recours aux allocations de bien-être social ou aux prestations d'assurance-chômage. Les travailleurs, eux, doivent se diriger vers les grandes villes. Dans un grand nombre de centres ruraux ou semi-urbains, la population de 1970 est bien inférieure à celle de 1950.

Bientôt, nous verrons une grande métropole située dans un désert, dans un territoire presque totalement inhabité.